



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Vaccination contre la covid-19

Question au Gouvernement n° 3642

Texte de la question

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

M. le président. La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Boris Vallaud. Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, le 13 octobre dernier, je vous ai interrogé sur la stratégie vaccinale de la France, alors que se profilait l'arrivée de deux vaccins avant la fin de l'année aux États-Unis et que le gouvernement britannique avait déterminé la sienne.

Je craignais alors des retards en France. Vous m'aviez répondu que tout était prêt, tenant ma question pour une vaine polémique. C'était une alerte que vous refusiez d'entendre.

Vous étiez bien en retard, vous le demeurerez gravement et longtemps alors que le second confinement n'a pas atteint son objectif de 5 000 contaminations par jour, que le déconfinement demeure incertain dans sa méthode et ses effets, et que le Premier ministre n'exclut plus un troisième confinement.

Une course contre la montre est engagée devant la menace des variants anglais et sud-africain. Pressé de toutes parts d'accélérer, vous aurez, dites-vous, vacciné un million de Français à la fin du mois de janvier. Aujourd'hui même, 2,3 millions de Britanniques ont été vaccinés.

Ce retard a un coût économique, social et, surtout, humain considérable. Ce matin, lors de votre audition devant la commission des affaires sociales, vous nous avez assuré, avec la même assurance que pour les masques et les tests, que tout était OK, qu'il n'y avait pas de problèmes de logistique, d'approvisionnement, d'acheminement ou de disponibilité des soignants.

Pourtant bien des questions demeurent. Pourquoi ne pas avoir anticipé les consentements ? Pourquoi ne pas avoir engagé une communication grand public ? Pourquoi seulement 10 à 15 % du million de doses reçues ont été administrées ? Pourquoi ne pas avoir encore autorisé les médecins à vacciner ? Pourquoi la stratégie d'approvisionnement concernant le vaccin de Moderna était-elle encore en cours de définition il y a trois jours.

Monsieur le ministre, si vous ne deviez répondre qu'à une seule de ces questions, face à la montée en charge que vous annoncez, dites-nous quel est le nombre actuel de vacinateurs disposant de doses, d'aiguilles et de patients consentants ?

Nous ne rattrapons pas notre retard, mais pouvez-vous nous dire comment nous pouvons encore gagner la course contre la pandémie et éviter un nouveau confinement ? Le vaccin est notre meilleur espoir.
(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé. *(Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Huées sur les bancs du groupe LR.)*

M. Michel Larive. Debout !

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Au moins, nous sommes d'accord sur un point : le vaccin est notre meilleur espoir pour nous sortir de cette pandémie à l'échelle nationale, européenne et mondiale. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Pierre Cordier. Quelle honte !

M. Olivier Véran, ministre. En ce moment, mes premières pensées vont à ces dizaines de milliers de soignants – médecins qui vaccinent, monsieur Vallaud, et infirmiers –, aux personnels administratifs du monde hospitalier, aux représentants des agences de l'État, aux préfets, et aussi à tous les élus locaux. Avant de vous rejoindre, j'étais en entretien avec les représentants des grandes associations d'élus, qui se mobilisent pour protéger et vacciner les Français. *(Protestations sur les bancs des groupes LR et FI.)*

M. Christian Hutin. Quelle concertation !

M. Olivier Véran, ministre. Hier soir, nous avons réalisé 138 000 vaccinations. Lors de l'audition à laquelle vous avez assisté, je me suis engagé à communiquer sur ce nombre de vaccinations tous les soirs, en toute transparence.

Lors de cette audition, j'ai répondu à des questions dont certaines sont d'ailleurs des accusations auxquelles j'ai déjà apporté des démentis. Il est ainsi faux de dire que nous manquons d'aiguilles puisque Santé publique France en a plus de 3 millions en stock - dont 800 000 sont acheminées aux différents hôpitaux - et qu'une livraison de 2 millions d'unités arrivera en France la semaine prochaine. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. - Protestations sur les bancs des groupes LR et SOC.)*

Santé publique France a aussi 4,5 millions de seringues en stock dont 650 000 seront acheminées cette semaine. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Nous n'avons pas de stratégie pour le vaccin de Moderna, dites-vous. Or, en présence du Premier ministre, nous avons annoncé que les 50 000 premières doses de ce vaccin arrivent aujourd'hui même sur notre sol et seront distribuées dans la semaine aux communes, territoires et régions qui font face à la recrudescence de l'épidémie, afin de protéger au plus vite les populations.

Monsieur Vallaud, faites comme les élus de terrain, les membres de mes administrations...

M. Pierre Cordier. Parlons-en !

M. Olivier Véran, ministre. ...et nous tous ici : aidez-nous, retroussiez-vous les manches pour relever ce défi collectif ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe SOC. – Huées sur les bancs du groupe LR.)*

M. Christian Hutin. C'est nul !

M. Pierre Cordier. Un peu d'humilité !

M. le président. S'il vous plaît, un peu de calme pour écouter la question suivante. *(Protestations sur les bancs du groupe SOC, dont plusieurs membres désignent leur montre pour indiquer qu'il restait du temps de parole à M. Boris Vallaud.)*

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3642

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 janvier 2021](#)